

OO/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2010- 190 /PRES
promulguant la loi n° 010-2010/AN du
23 mars 2010 portant autorisation de ratification
de l'accord révisé portant création du Fonds de
solidarité africain (FSA) signé le 20 décembre
2008 à Niamey en république du Niger.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**


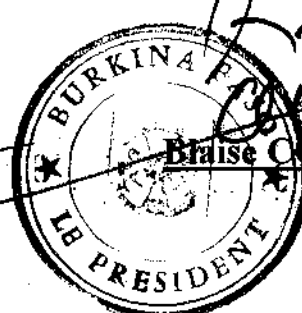
- VU** la Constitution ;
- VU** la lettre n° 2010-023/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 08 avril 2010 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n° ~~010~~ 2010/AN du 23 mars 2010 portant autorisation de ratification de l'accord révisé portant création du Fonds de solidarité africain (FSA) signé le 20 décembre 2008 à Niamey en république du Niger ;
- VU** l'avis juridique n° 2009-42/CC du 16 décembre 2009 sur la conformité à la Constitution du 11 juin 1991 de l'accord révisé portant création du Fonds de solidarité africain (FSA) signé le 20 décembre 2008 à Niamey en république du Niger ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 010-2010/AN du 23 mars 2010 portant autorisation de ratification de l'accord révisé portant création du Fonds de solidarité africain (FSA) signé le 20 décembre 2008 à Niamey en république du Niger.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 21 avril 2010


 **Blaise COMPAORE**
LE PRESIDENT

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IVE REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N°010-2010/AN

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION DE
L'ACCORD REVISE PORTANT CREATION DU FONDS
DE SOLIDARITE AFRICAINE (FSA) SIGNE LE 20
DECEMBRE 2008 A NIAMEY EN REPUBLIQUE DU
NIGER**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n° 001-2007/AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 23 mars 2010
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier l'Accord révisé portant création du Fonds de Solidarité Africain (FSA) signé le 20 décembre 2008 à Niamey en République du Niger.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 23 mars 2010.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président

Kanidoua NABONO



Le Secrétaire de séance

T. Gandhi SANOU